

**COMMUNE
DE
PLAN D'ORGON**

ARRETE DU MAIRE

Envoyé en préfecture le 18/12/2025

Reçu en préfecture le 18/12/2025

Publié le

ID : 013-211300769-20251218-2025_154-AR

Berger
Levraud

Le Maire de **PLAN D'ORGON**,

N°2025/154

OBJET :

Retrait de l'arrêté n°2025.153
de fermeture d'un
établissement
recevant du public (ERP)
exploité sans autorisation

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2212-1 et suivants ;

Vu le Code de la construction et de l'habitation, notamment les dispositions relatives aux établissements recevant du public et en particulier les articles L143-3 et R143-45 ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L. 240-1 et suivants relatifs au retrait des actes administratifs ;

Vu le dépôt d'un dossier d'Autorisation de Travaux pour les ERP n° AT 013 076 25 00004 le 5 décembre 2025, toujours en cours d'instruction ;

Vu l'arrêté 2025.153, en date du 16 décembre 2025 prononçant la fermeture de l'établissement « l'Epicerie du Plan » jusqu'à l'obtention de l'autorisation administrative d'ouverture ;

Considérant que l'arrêté susvisé du 16 décembre 2025 n'a pas été précédé de la procédure contradictoire prévue aux articles L143-3 et R143-45 du Code de la construction et de l'habitation ;

Considérant, par suite, qu'il est entaché d'illégalité pour ce motif, uniquement ; qu'en conséquence, il doit être retiré.

ARRETE

Article 1 : L'arrêté n°2025/153 du 16 décembre 2025, portant fermeture de l'établissement jusqu'à l'obtention de l'autorisation administrative d'ouverture est **retiré**.

Article 2 : La Directrice Générale des services est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Article 3 : Le présent arrêté sera notifié à :

- **Madame Lançon Charline**, responsable de l'établissement ;
- **Monsieur le Préfet**.

Fait à Plan d'Orgon, le 18 décembre 2025



Le Maire,

Jean-Louis LEPIAN

Notifié le :

Signature :

Envoyé en préfecture le 18/12/2025

Reçu en préfecture le 18/12/2025

Publié le



ID : 013-211300769-20251218-2025_154-AR

Conformément aux dispositions du code de la Justice Administrative, le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Marseille, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication et/ou de son affichage